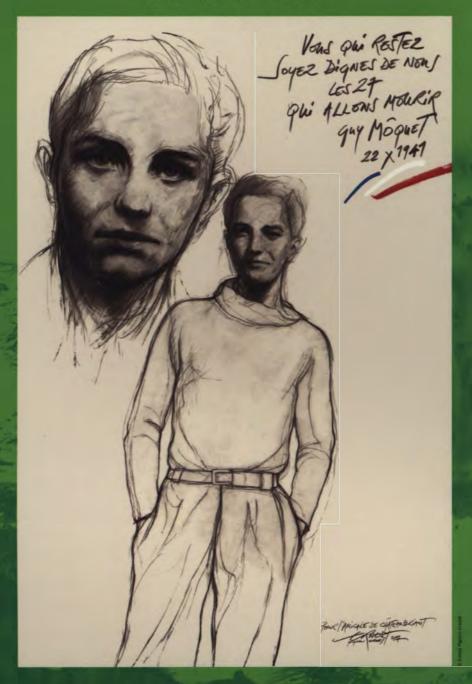
CATALOGUE DE L'EXPOSITION

JUIN 2008 À JUIN 2009



Les jeunes en résistance Guy Môquet, une enfance fusillée

MUSÉE DE LA RÉSISTANCE LA SABLIÈRE – 44110 CHÂTEAUBRIANT

Le Musée de la Résistance à Châteaubriant



Éditorial



Lors de l'inauguration du Musée de la Résistance à Châteaubriant en octobre 2006 sur le site des fusillades tragiques d'octobre 1941, nous avions annoncé qu'au-delà de l'exposition permanente, nous réaliserions chaque année une exposition temporaire concernant cette période de notre histoire.









C'est à présent chose faite avec la première exposition consacrée aux «Jeunes en résistance» et, à une de ses figures les plus emblématiques, celle de Guy Môquet intitulée «une enfance fusillée».

Au fil des pages de cette plaquette, vous pourrez découvrir ou retrouver de nombreux éléments et documents de cette exposition. Si ce n'est déjà fait, nous souhaitons qu'elle vous incite à la visiter avec le plaisir de découvrir lettres, documents et objets originaux.





Sa réalisation a été possible grâce au concours du Musée de la Résistance Nationale à Champigny (Val de Marne) et au soutien des entreprises et collectivités citées ci-contre que je tiens très chaleureusement à remercier. Elles contribuent ainsi au travail de mémoire sur cette période importante.









LA CHAPELLE SUR ERDRE

Gilles BONTEMPS

Président des Amis du Musée

Collectivités

Conseil Régional des Pays de la Loire, Conseil Général de Loire-Atlantique, Ville de Nantes, Ville de La Chapelle-sur-Erdre

Mécènes privés

Sade - Travaux d'hydraulique - Direction Régionale de l'Ouest Lyonnaise des Eaux - Groupe Suez Environnement Demathieu & Bard - Bâtiment et Travaux Publics Société Générale - Groupe Loire-Atlantique Association des Industries du Castelbriantais (ADIC) Fischi - Ingénierie Déconstruction Macif - Centre Ouest Atlantique



AVANT-PROPOS

Les jeunes de 1940

Voilà, 8 avril 1938. Coll. MRN.

LA jeunesse constitue une catégorie sociologique d'un type particulier. Elle est définie non par la place qu'elle occupe dans l'organisation sociale mais par l'âge: à 20 ans, qui est l'âge du service militaire (la «classe»); 21 ans, qui est l'âge de la majorité légale et marque de façon symbolique le passage à l'âge adulte.

LES jeunes sont formés dans des milieux différents: jeunes ouvriers; jeunes agriculteurs, catégorie alors importante puisque près de la moitié de la population demeure rurale; étudiants, jeunes des classes aisées. Tous n'ont pas les mêmes conditions de vie. Les différents groupes s'insèrent dans le milieu social et familial dont ils sont issus. Leur expérience, leur culture, leur façon de réagir aux problèmes de société ne sont pas identiques.

CES clivages sont clairement renforcés par le système scolaire. L'école primaire rassemble la grande majorité des enfants jusqu'à 12 ans (14 ans à partir du Front populaire). Mais, après le certificat d'études primaires, la majorité des enfants ne continuent pas leurs études. Seule une petite fraction (environ 100 000 élèves) poursuit des études. Les autres entrent dans la vie active: ils font leur apprentissage, s'intègrent dans l'entreprise familiale (artisanale ou rurale), ou deviennent salariés. En 1939, les adolescents (ceux qu'on appellera les J3 (de 13 à 21 ans) sont essentiellement de jeunes travailleurs et travailleuses, à la ville ou à la campagne.

MALGRÉ ces différences, la jeunesse a, en tant que telle, un certain nombre de caractères communs. Les jeunes sont juridiquement des mineurs jusqu'à 21 ans, même lorsqu'ils gagnent leur vie et fondent une famille; leurs rémunérations sont légalement inférieures à celles des adultes; ils ne votent pas.

CHEZ eux s'imbriquent étroitement joie de vivre et crainte, enthousiasme et découragement, forte empreinte de leur éducation et volonté d'innover.

CES spécificités expliquent l'existence de moyens d'expression et d'organisation qui leur sont propres. Les grands courants idéologiques influent dès l'enfance sur les jeunes par l'intermédiaire de la famille, de l'école. Ils pénètrent ensuite parmi les adolescents où se développent alors un certain nombre de mouvements de jeunesse dans le sillage des grandes forces organisées (syndicats, partis politiques, Églises, etc.).

LES choses changent au cours de la crise des années 1930 qui secoue profondément la société française. Les conditions de vie des jeunes deviennent particulièrement précaires. Fortement touchés par le chômage (la moitié des 15-24 ans), les jeunes le sont aussi par la baisse des revenus dans les familles où ils vivent, aussi bien à la ville qu'à la campagne. Misère et insécurité, sentiment d'un avenir bouché, s'étendent. Dès lors, les jeunes s'engagent de plus en plus dans les batailles sociales et politiques qui se développent.

LA victoire du Front populaire a une forte résonance, surtout dans la jeunesse des milieux populaires. En effet les grandes lois sociales de 1936, c'est le relèvement du niveau de vie, la limitation du pouvoir patronal sur la collectivité ouvrière; mais c'est plus généralement l'ouverture sur un monde nouveau dans lequel les travailleurs pourront s'intégrer pleinement à la vie de la cité. Les 40 heures et les congés payés sont ainsi l'un des points les plus significatifs de cette législation; ils enracinent un nouveau droit: le droit aux loisirs (développement du camping, des grandes randonnées à vélo, essor considérable des sports populaires, création des Auberges de la jeunesse).

LE court temps du Front populaire est aussi un moment de prise de conscience des dangers induits par la montée des fascismes, en particulier du nazisme. Les jeunes s'investissent notamment dans les actions de solidarités envers la République espagnole.

LE 150° anniversaire de la Révolution française en 1939 qui survient dans une situation où le sort de la nation va être en balance est l'occasion, en exaltant l'exemple des grands ancêtres, l'esprit de Valmy, d'appeler les jeunes à s'investir dans la défense de la liberté et de la nation.

Quelques précisions concernant la France et la population française en 1939-1940

En 1939, la France métropolitaine compte 41,5 millions d'habitants (61,5 millions en 2008) La structure par âge en 1936 est semblable à celle de 2008: les moins de 20 ans représentent 30 % de la population; les 20-64 ans 60 % de la population; les plus de 65 ans 10 % de la population. À partir de 1935, les décès sont plus nombreux que les naissances: le remplacement des générations n'est plus assuré. Ce vieillissement de la population est la conséquence directe de la saignée opérée par la Première Guerre mondiale. La France est alors le pays le plus «vieux » du monde. Le visage de la France est très différent d'aujourd'hui. Près de la moitié de la population vit à la campagne (20 % en 2008). En 1936, la structure économique de la population active est équilibrée: 32 % dans le primaire (4 % en 2000), 34 % dans le secondaire (23 % en 2000), et 35 % dans le tertiaire (73 % en 2000). Dans les années 1930, on trouve peu de Français diplômés. Le certificat d'études primaires (diplôme sanctionnant la fin des études obligatoires) joue un rôle majeur et reste sélectif: tous les élèves ne l'obtiennent pas. Seuls 3 % des jeunes vont au lycée. À la veille de la guerre, 2 % des Français actifs (qui travaillent) sont bacheliers (plus de 30 % aujourd'hui).

"Maréchal nous voilà!"

RÉFORMER L'ENSEIGNEMENT

POUR reprendre en main l'éducation de la jeunesse, l'enseignement est profondément transformé.

LE gouvernement de Vichy épure le corps enseignant présenté comme un des responsables du désastre national. Dès septembre 1940, recteurs et inspecteurs d'académie doivent surveiller, déplacer, révoquer les enseignants juifs (statut des juifs du 3 octobre 1940), francs-maçons, socialistes, communistes, syndicalistes, militants d'associations d'action laïque, etc.

LES principales lois laïques (de 1904) sont supprimées et l'Église est appelée à donner un nouvel esprit à l'école publique.

TOUS les manuels scolaires existants sont interdits, remaniés ou remplacés, en premier lieu en histoire. L'étude de la Révolution française et des droits de l'Homme et du citoyen, l'apprentissage de La Marseillaise sont retirés des programmes.

LE culte du «Maréchal Pétain», présenté comme le père, le guide, le sauveur, est instauré. LES jeunes sont organisés en compagnies: rurales ou de jeunes chômeurs; urbaines; itinérantes d'artisans. Leur tenue est d'aspect militaire: uniforme bleu sombre avec béret et culottes courtes. Le salut, bras tendu, ressemble au salut hitlérien.

LES compagnons sont employés à des travaux de défrichement ou d'assèchement, aux vendanges, à la construction de terrains de sport et, au début, à l'assistance aux réfugiés.

LES journées de travail sont longues (de 6 h 30 à 22 h) pour un maigre salaire (20 à 25 francs par jour).

LE succès est limité. En 1943, le mouvement compte 29 000 jeunes dont 3 562 hébergés à plein temps dans 90 centres.

L'OCCUPATION de tout le territoire en novembre 1942 et l'instauration du service du travail obligatoire (STO) en février 1943 signent l'échec et la fin du mouvement, finalement dissous en janvier 1944.

À partir de 1943, nombre de compagnons passent à la Résistance. En janvier 1944 de nombreux cadres du mouvement sont arrêtés et déportés.

EN 1940, les Français subissent l'épreuve de la débâcle militaire et de l'effondrement politique du pays. La France est morcelée, les 2/3 de son territoire sont occupés par l'Armée allemande. La République, assasinée, est remplacée par un «État français», dirigé par Pétain. Cet État qui siège à Vichy et dont les pouvoirs s'étendent sur tout le territoire (à l'exception de l'Alsace-Moselle annexée) s'engage dans une politique de collaboration avec l'occupant nazi.

L'OBJECTIF prioritaire de l'occupant est de mettre les ressources de la France au service de sa guerre. Quant au gouvernement de Vichy, sa politique de « Révolution nationale » vise à établir un nouveau régime autoritaire et antidémocratique. Pour atteindre leurs buts, l'occupant nazi et l'État français ont besoin d'obtenir la soumission de la population. Toutes les libertés individuelles et collectives sont supprimées: vivre sous la contrainte et dans la peur de la répression devient le quotidien des Français.

LES jeunes sont une des cibles privilégiées de ce nouvel ordre toujours plus oppressif: de l'interdiction des fêtes et des bals à l'enrégimentement dans les Chantiers de la jeunesse jusqu'à l'obligation de travailler en Allemagne en 1943.

DANS son projet de «refaire la France» l'État français développe une politique de grande envergure d'endoctrinement et d'embrigadement de la jeunesse.

LES MOUVEMENTS OFFICIELS DE JEUNES EN ZONE NON-OCCUPÉE

EN septembre 1940, pour encadrer tous les jeunes hors de l'école, l'État français créée le secrétariat général à la Jeunesse (SGJ). Celui-ci dispose de moyens d'action importants qu'il met à disposition d'organisations officielles ou soigneusement contrôlées.

Les Compagnons de France

LES Compagnons de France forment le premier mouvement de jeunesse officiel. Soutenu immédiatement par le gouvernement, la première structure du mouvement s'installe à Randan, près de Vichy, en août 1940. Les Compagnons sont destinés à accueillir des jeunes volontaires de 15 à 20 ans avec l'objectif de les soustraire au chômage, à la licence et à la dissidence. Ils sont considéréspar Pétain comme «l'avant-garde de la Révolution nationale». Le mouvement s'ouvre aux filles, sans succès, en 1942.

LE terme de compagnon d'inspiration médiévale et en référence au compagnonnage historique est censé éveiller chez les jeunes un imaginaire chevaleresque. L'organisation est hiérarchisée, l'obéissance aux chefs doit être absolue.



Compagnons de France au garde à vous, brochure de l'État français, 1940 (coll. MRN).

Les Chantiers de la jeunesse

L'ARMISTICE stipule la dissolution de toutes les unités militaires françaises (à l'exception du maintien d'une petite armée dite d'armistice de 100 000 hommes pour le maintien de l'ordre) et l'interdiction du service militaire.

DURANT l'été 1940, pour résoudre la question des jeunes démobilisés sans famille, sans logis, et dans l'impossibilité de regagner la zone occupée, le général de La Porte du Theil propose au gouvernement l'instauration d'un type de service obligatoire mi-civil, mi-militaire. Son projet, fortement inspiré par le scoutisme, est validé par la loi du 30 juillet 1940 qui fonde les Chantiers de la jeunesse. En janvier 1941, les Chantiers deviennent une institution permanente. Tous les Français âgés de 20 ans doivent accomplir 8 mois de service national. Les réfractaires encourent une peine de 5 ans de prison et de 1 000 francs d'amende. Les convocations se succèdent jusqu'à la fin 1943, touchant plus de 100 000 jeunes. Les filles ne sont pas concernées et les Chantiers sont interdits aux juifs à partir de juillet 1942 (ceux qui s'y trouvent en sont exclus).

LES jeunes effectuent leur service dans des camps installés loin des villes (jugées dangereuses pour la morale). La radio, le cinéma et les journaux y sont interdits.

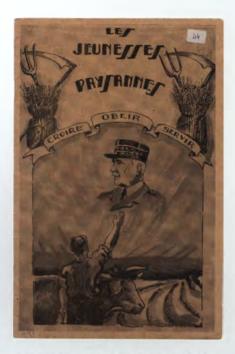
C'EST avec les Chantiers que la doctrine et les moyens d'action de la Révolution nationale apparaissent le mieux. Bien qu'organismes laïcs, la religion y a une place de première importance: «On ne fait pas une société sans Dieu. Le Maréchal lui-même l'a officiellement proclamé» (général de La Porte du Theil). L'endoctrinement vise à faire communier les jeunes autour d'un idéal de société fondée sur des communautés dites naturelles: famille, métier, État.

MAIS c'est l'Armée qui sert de modèle aux Chantiers. L'encadrement est exclusivement militaire. Marches en rang au pas cadencé, saluts, uniformes, culte du drapeau, constituent le quotidien des jeunes, ainsi que les exercices physiques destinés à une «formation virile». L'esprit des Chantiers cultive une discipline rigoureuse, l'obéissance au chef, une dévotion aveugle à Pétain. Maréchal, nous voilà! est leur chant de ralliement.

LES jeunes, employés presque uniquement à des travaux forestiers, perçoivent un salaire journalier dérisoire variant de 1,50 franc à 3 francs.

L'OCCUPATION de tout le territoire en novembre 1942 et l'instauration du STO en 1943 annoncent l'échec et la fin du mouvement, dissous en juin 1944 par le gouvernement de Vichy et l'occupant.

À partir de 1943, nombre de jeunes des Chantiers passent à la Résistance. Le général de La Porte du Theil est arrêté en janvier 1944 et déporté.



Brochure Les Jeunesses paysannes, sans date (coll. MRN).



Affichette annonçant le rassemblement des Chantiers de la jeunesse de la province Pyrénées-Gascogne, 1941 (coll. MRN).

EXPOSITION LES JEUNES EN RÉSISTANCE



À Paris, les élèves de l'Institut agronomique se préparent à défiler le 11 novembre 1940 (coll. MRN).

"Non à la nazification de l'esprit français"

L'ÉTAT français «épure» le corps enseignant, «expurge» des programmes scolaires le rationalisme et l'humanisme. Il institue, de l'école primaire à l'université, le culte du maréchal Pétain, les slogans de la Révolution nationale, l'antisémitisme et le racisme comme bases pour un «changement radical de l'enseignement».

FACE à cette fascisation de l'enseignement, les réactions ne se font pas attendre. Si un certain nombre de professeurs réagissent très rapidement contre ces mesures, des élèves ne sont pas en reste. Résister à l'école va devenir une activité pour de nombreux jeunes. Individuelle ou collective cette résistance prend des formes variées.

LES élèves chez qui la résistance s'affirme le plus sont ceux dont l'âge et le niveau d'études sont les plus avancés: les lycéens et les étudiants. Le plus grand nombre d'entre eux, passés par l'école laïque et publique, ont reçu une culture fortement marquée par le patriotisme, la laïcité, l'attachement aux valeurs de la République. D'autres, venus des écoles confessionnelles, portent en eux des valeurs humanistes chrétiennes. Beaucoup ont été marqués au contact de leur famille par les grands événements politiques nationaux et internationaux de l'avant-guerre. Leur imaginaire est peuplé des noms et des exploits de jeunes héros de l'histoire de France. Tous ont été formés pour réfléchir et pour devenir des citoyens. Un certain nombre de lycéens et d'étudiants sont par ailleurs engagés dans des organisations de jeunesse politiques, culturelles, laïques ou confessionnelles, désormais interdites ou sous contrôle.

La photographie a été retrouvée par Henri Nicolo, élève de la «promo» 1938, dans ses papiers, par hasard en 1996 (l'auteur du cliché est un photographe professionnel). Commence alors pour Henri Nicolo (né en 1916), son épouse et André Pipard (né en 1920), ami et élève de la «promo» 1939, un long travail d'analyse et d'identification, mobilisant la mémoire, l'esprit de déduction et le travail sur archives, particulièrement l'annuaire de l'Institut. Le lieu: la photo est prise à Paris, à l'angle des avenues Georges V et des Champs-Élysées (à l'arrière plan gauche, on distingue l'enseigne du célèbre bar-restaurant Le Fouquet's). La datation: 11 novembre 1940. Déductions faites à partir d'éléments visibles sur la photo: le lieu, la gerbe, la forme «militaire» du rassemblement indiquent que les élèves s'apprêtent à fleurir la tombe du soldat inconnu, sous l'Arc de Triomphe. C'est un 11 novembre. Les figurants: les élèves sur la photo sont ceux des «promo» 1938, 1939, 1940. Les études durent deux ans et seule l'année 1940 réunira ces trois «promo»: celle de 1938 commencent sa deuxième année que la mobilisation de 1939 avait interrompue; celle de 1939 engage sa deuxième année; celle de 1940 débute son cursus.

CETTE résistance a l'occasion de s'exprimer dès juillet 1940 : dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne, où des étudiants communistes organisent un lancer de tracts. Le 8 novembre 1940, devant le collège de France, plus de cent étudiants manifestent contre l'arrestation du professeur Langevin. Cette démonstration est suivie par des manifestations patriotiques, comme le 11 novembre, à Paris, sur la tombe du soldat inconnu, mais aussi en province, à Nantes ou à Rouen. La résistance à l'école ne se limite pas à ces réactions patriotiques. Son évolution est parallèle à celle de la Résistance en général. Les actions se multiplient au cours des années et prennent des formes variées : du refus de chanter Maréchal nous voilà! à la diffusion de tracts en passant par l'organisation de chahuts lors de la projection du film de propagande antisémite Le juif Süss. Cette résistance intellectuelle s'en prend à la domination du pays par les troupes d'occupation mais aussi, et surtout, aux messages véhiculés par la propagande de l'État français.

L'AVENIR DE LETUDIANT

Les intellectuels se tiennent en réserve comme des pots de confiture sur des étagères, pour servir après la guerre.

St-EXUPERY (Pilote de guerre.)

Nº 5 - I" MAI 1944

Etudiant!

L'Heure du combat approche Es-tu disposé à attendre la libération comme une aumône, sans faire un geste? Es-tu un Français de seconde zone?

Ou es-tu un homme, c'est-à dire un combattant?

Rejoins nous, Rejoins nos rangs,

Il n'est que temps !

VOUS NE NOUS AUREZ PAS

CONFORMISME

Georges Geoffroy (1925 - 1944).

Essor, l'avenir de l'étudiant, n° 5, 1er mai 1944

OCM (Organisation civile et militaire).

Journal des jeunes du mouvement de résistance

(coll. MRN).

Lycéen, il fait partie, dès 1942, des membres du groupe de résistance créé au lycée Le Braz de Saint-Brieuc: graffitis, diffusion d'imprimés, vols d'armes, etc. Dénoncés, une vingtaine d'élèves maîtres et de lycéens sont arrêtés par les Allemands, le 10 décembre 1943. Georges Geoffroy et deux de ses camarades. Yves Salaun et Pierre Le Cornec, sont transférés à Fresnes. Ils sont condamnés à mort et fusillés au Mont Valérien, le 21 février 1944, 6 minutes avant Missak Manouchian et ses 21 camarades.

Louise Jacobson (1924 - certainement 1943) Lycéenne, née dans une famille originaire de Lettonie, Louise poursuit ses études au lycée Hélène Boucher à Paris. Le 31 août 1942, elle est arrêtée avec sa mère à leur domicile par des inspecteurs des renseignements généraux, à la suite d'une dénonciation anonyme, pour « détention illicite de brochures communistes» et, pour Louise, «nonport de l'insigne juif». Louise, séparée de sa mère, est internée à la prison de Fresnes, puis à Drancy. Elle est déportée à Auschwitz le 13 février 1943. Elle y meurt, dans les chambres à gaz, à une date inconnue. Sa mère d'abord envoyée à la prison de la Petite-Roquette est aussi déportée et assassinée à Auschwitz, le 20 novembre 1943.

"Civilisation" nazie

LA « DOCTRINE » :

"L'Etat raciste doit partir de ce principe qu'un homme peu cultivé, mais corporellement sain, est plus utile à la communauté natio-nale qu'un gringalet génial. "(Hitler. Mein Kampf.)

« Quand j'entends le mot culture, je sors mon revolver! » (B. von Shirah, ex-führer des Hitlerjugend.)

"Notre ère historique exige u sache mieux tenir l'épée que la pli la hauteur des tâches qui se posei pleine. " (H. S. Güntlur, journalist

LES RESULTATS :

Le nombre des étudiants all 1932 à 67.000 en 1937, soit une d Le nombre moyen des Ingén de 11.000 jusqu'en 1932; 6.600 er

« Après la fin victorieuse de

Papillon antiraciste du Front patriotique des étudiants, sans date (coll. MRN).

aura à remettre de l'ordre et à transformer politiquement comme spirituellement un immense espace, » (Article de la Pariser Zeitung.)

APRES AVOIR ABRUTI LES ALLEMANDS, ABRUTIR TOUTE L'EUROPE, tel est le programme « kulturel » des défenseurs de la civilisation !

En France, Hitler avait un kollaborateur avant la lettre en nume qui déclarait des 1927, dans un discours :

« Le peuple n'a pas besoin de penser. Pour ma part, je n'ai jamais eu cette préoccupation. A chacun son métier. »

pamais cu cette préoccupation. A chacum son métier. »

Cet homme, c'est le maréchal Pétain. Hitler en a fait un Chef d'Etat.

Maigré la terreur, les étudiants de France ont prouvé aux Allemands qu'il est impossible d'empêcher la France de penser.

La France pense à sa libération et elle se libérera.

LE FRONT PATRIOTIQUE DES ETUDIANTS.

· willegalit

ETUDIANTS ! LISEZ ET FAITES CIRCULER « L'ETUDIANT PATRIOTE »





Manifestation patriotique de jeunes de Villeneuve-la-Garenne (Hauts-de-Seine) devant la maison du «maire», 14 juillet 1943 (coll. MRN).



Papillon du Front patriotique de la jeunesse (FPJ), réalisé à la main, appelant à célébrer le 11 novembre à Paris, novembre 1943 (coll. MRN).

"Allons enfants..."

À partir de juillet 1940, tous les rassemblements, à l'exception de ceux qui sont organisés par les autorités allemandes ou françaises, sont interdits. Tout participant à une manifestation non autorisée est passible d'emprisonnement et de condamnation, y compris à la peine de mort. Malgré les risques, manifester est pourtant le moyen le plus simple de signifier son opposition.

LA première manifestation d'ampleur est le fait de jeunes lycéens et d'étudiants le 11 novembre 1940 à Paris, Nantes, etc. Durant les 4 années de guerre, cette forme d'action se développe sur tout le territoire: manifestations en réaction aux décisions de l'occupant ou de l'État français; manifestations revendicatives; manifestations contre les réquisitions du STO; etc. Manifester, c'est aussi diffuser tracts ou journaux de la Résistance dans la rue, dans le métro, au marché, etc. Certaines manifestations revêtent une signification particulière, car elles prennent appui sur des dates symboles de l'histoire nationale en premier lieu le 14 juillet. Durant l'été 1944, les manifestations populaires sont une dimension essentielle de la préparation de l'insurrection nationale.



Tract-affichette des jeunes du mouvement de résistance «Front national de lutte pour la liberté et l'indépendance de la France» appelant à célébrer le 11 novembre, novembre 1941 (coll. MRN).



Papillon appelant à célébrer à Paris le 150° anniversaire de la victoire de Valmy, septembre 1942 (coll. MRN).



Photographie d'un «V» et d'une croix de Lorraine gravés sur un arbre, à proximité des Champs-Elysées à Paris, 1942 (coll. MRN, fonds Duval). Les graffitis se multiplient dans toute la France occupée. Ici, le «V» de la victoire, lancé par Churchill, et le symbole de la France libre. La photographie a été prise par M. Duval.

"Notre tirage est fonction de votre courage"

DÈS les premiers mois de l'Occupation, la presse et la radio passent sous le contrôle étroit de l'occupant allemand ou de l'État français.

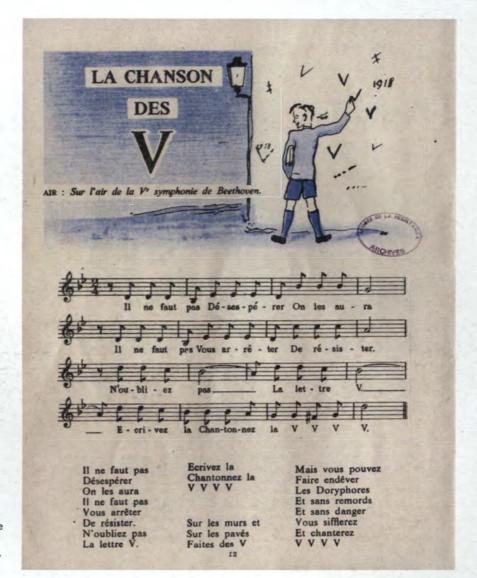
LES services de propagande de l'occupant et du gouvernement de Vichy utilisent aussi tous les autres moyens à leur disposition pour endoctriner la population: manifestations, affiches, tracts, brochures, etc. La figure de Pétain et les symboles du régime de Vichy sont partout présents.

FACE à ce déferlement d'images et de mots, la Résistance ne peut rester sans réagir. La radio, principalement les émissions françaises de la BBC, constitue une première parade. L'écoute des émissions en français des radios libres est pourtant sévèrement réprimée par les autorités d'occupation.

DANS le même temps, dans les deux zones, naissent et se multiplient des inscriptions clandestines: tags et graffitis muraux, tracts, papillons et journaux. CHAQUE création d'un journal résistant correspond à la volonté d'informer et de mobiliser une communauté humaine définie par sa sensibilité politique ou religieuse, sa catégorie sociale ou professionnelle, son implantation locale ou régionale. Certains titres connaissent un développement qui les conduit à toucher un lectorat bien audelà de leur public initial.

PAR sa diversité, la presse clandestine est d'une grande efficacité, malgré les difficultés matérielles et la répression. Certains journaux parviennent à tirer à des centaines de milliers d'exemplaires et près de cent millions sont distribués au total, en France, entre juin 1940 et la Libération.

UNE presse faite par et pour les jeunes (garçons et filles) se développe au sein de la presse clandestine. Les premiers titres, tel L'Avant-Garde, sont issus des organisations de la Jeunesse communiste puis, très rapidement, des groupes de jeunes des mouvements de résistance (La Jeune Garde, organe de la Jeunesse socialiste; Forces unies de la jeunesse, organe des jeunes des MUR, etc.). Comme pour l'ensemble de la presse résistante, la presse de la jeunesse vise également des communautés particulières (Le Gavroche, organe des Forces syndicalistes de la jeunesse; Jeune combat, organe de la jeunesse juive; Midinettes, organe des Jeunes Parisiennes du Front patriotique; Vivre, organe de l'Union des jeunes chômeurs de la région parisienne; etc.). Ces journaux, réalisés avec des moyens de fortune et diffusés par des jeunes, sont aidés ou encadrés par des adultes, notamment pour les tâches d'impression, à l'exception notable du journal Défense de la France, à l'origine du mouvement du même nom, fondé et dirigé par des ieunes.



Brochure Chansons de la BBC, sans date (coll. MRN).

La publication parachutée par les Anglais reproduit les «tubes» les plus fameux diffusés par Radio Londres: détournement humoristique de chansons célèbres réalisés par les équipes résistantes des émissions en français de la BBC. Ici, la campagne des «V» de la victoire.



Défense de la France, 20 mars 1942, n° 12, journal du mouvement du même nom (coll. MRN, fonds Jacqueline Pardon).



L'Avant-Garde, journal national des Jeunesses communistes (JC), 1er décembre 1943 (coll. MRN).



Le Jeune Métallo, dernier numéro du journal des jeunes résistants syndicalistes (CGT) de la métallurgie, août 1944 (coll. MRN).



Destruction à l'explosif d'une station électrique (coll. MRN).

"Premiers mai de combats"



Affichette des Jeunesses communistes appelant à célébrer le 1° mai, avril 1944 (coll. MRN).

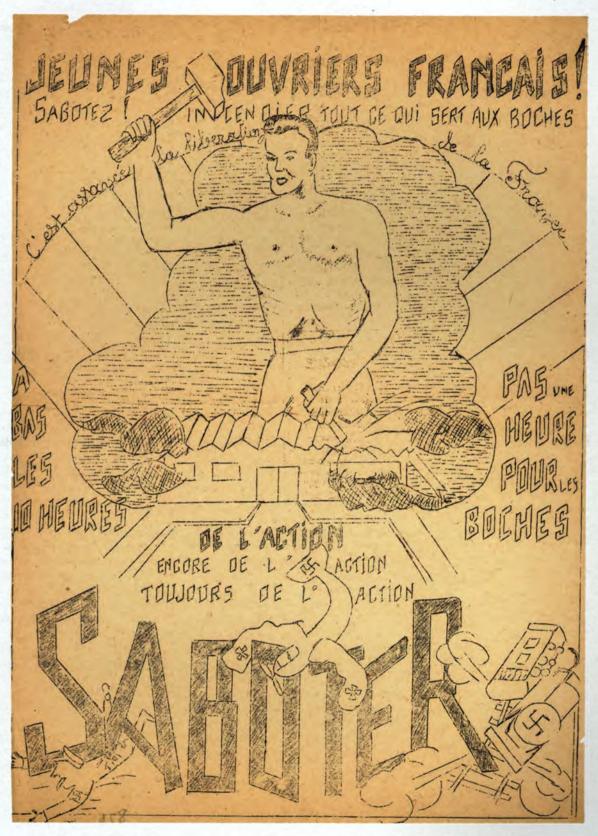
LES adolescents sont particulièrement touchés par les conséquences terribles de la guerre et de l'Occupation en premier lieu par les sévères restrictions alimentaires. De plus, à la ville et à la campagne, les employeurs, s'appuyant sur les nouvelles lois économiques et sociales de l'occupant et du gouvernement de Vichy, remettent en cause les acquis sociaux du Front populaire. À cet égard, la transformation du 1er mai, historiquement journée internationale de lutte des travailleurs, en une fête du travail, est révélatrice de la politique sociale démagogique des nouveaux maîtres.

DANS ce contexte, l'action revendicative et la grève (passibles de la déportation ou de la peine de mort) sont naturellement des formes de résistance utilisées. Mais agir pour se défendre ne va pas de soi pour la majorité des adolescents. C'est aux jeunes déjà organisés (Jeunesses communistes, Jeunesse ouvrière chrétienne, jeunes syndicalistes de la CGT) que revient le rôle de convaincre et d'entraîner leurs jeunes collègues de travail dans des luttes revendicatives.

AUSSI, dans les deux zones, une presse clandestine faite par et pour les jeunes se développe tôt. Dès l'hiver 1940-1941, apparaissent, sur les lieux de travail, des journaux, des tracts, des papillons portant les revendications des jeunes travailleurs, garcons et filles (conditions de travail, salaires, ravitaillement, dénonciation des atteintes aux libertés et à la dignité des personnes, etc.). Les premières publications émanent de jeunes mineurs résistants, suivies de celles de jeunes de la métallurgie et de jeunes du textile. À la campagne, des comités de jeunes ruraux résistants rédigent et diffusent des feuilles clandestines. Cette abondante production d'imprimés clandestins est nécessairement soutenue par un appareil logistique et financier d'adultes engagés dans le combat de la résistance. L'IMPACT de cette presse clandestine est réel. Durant les quatre années d'occupa-

réel. Durant les quatre années d'occupation, dans tous les secteurs d'activités, de jeunes garçons et de jeunes filles défendent leurs droits aux côtés de leurs aînés. Les pétitions contre la dégradation des conditions de vie, les délégations revendicatives, les débrayages ou les grèves destinés à saboter la production de guerre allemande sont innombrables.

L'EXPÉRIENCE de ces luttes prépare et accompagne le passage de nombreux jeunes à d'autres formes de résistance, notamment au sabotage et à la lutte armée ainsi qu'au refus massif du STO et, souvent, à l'entrée dans les maquis.



Tract-affichette de jeunes de la CGT clandestine, 1943-1944 (coll. MRN).



Jeunes d'un maquis de Dordogne, sans date (coll. MRN, fonds Marty).

"Front uni de la jeunesse"

René Villaret (1923-1944)

Jeune ouvrier originaire de Montpellier (Hérault), René Villaret, réfractaire au STO, rejoint en décembre 1943 le maquis FFI de La Vacquerie, dans le même département. Le 6 mars 1944, il est arrêté par la Gestapo à Montpellier, rue de Verdun, alors qu'il s'apprêtait à prendre le train pour Toulouse. Interné à Montpellier, puis au fort de Montluc, il est condamné à mort par le tribunal militaire allemand de Lyon. Il est fusillé le 23 mai 1944 sur le terrain militaire de la Doua, à Villeurbanne (Rhône). Son corps est inhumé dans le charnier adjacent.

Odette Sabaté Loiseau (née en 1924)

Jeune « demoiselle » des Postes à Perpignan, Odette, avec sa sœur (secrétaire en préfecture), participe dès l'automne 1940 à toutes les formes d'action de solidarité envers ceux qui sont en butte à la répression: hébergement, fabrication et remise de faux-papiers, etc. Son activité prend une nouvelle ampleur pour venir en aide aux réfractaires du STO. Arrêtée avec sa mère et sa sœur, elle parvient à s'évader. Elle reprend le combat auprès de groupes de mineurs dans la région de Decazeville (Aveyron) puis à Lyon. Arrêtée une seconde fois le 16 août 1944 et internée au fort Montluc à Lyon elle est sauvée par la Libération.

EN 1942, engagé dans la «guerre totale», le Reich a impérieusement besoin de maind'œuvre pour remplacer les travailleurs allemands mobilisés; Vichy espère en échange le retour de prisonniers de guerre en France; c'est la Relève, lancée en juin 1942: contre la rentrée d'un prisonnier, trois travailleurs doivent partir en Allemagne. Les Allemands attendaient 250 000 Français volontaires (dont 150 000 spécialistes). Fin août, on est loin du compte.

SOUS la menace des Allemands, le gouvernement français promulgue le 4 septembre 1942 une loi visant à accélérer les départs, qui instaure le service national du travail obligatoire pour tous les Français de 18 à 50 ans et les Françaises de 21 à 35 ans. Les départs plus ou moins volontaires vers l'Allemagne correspondront au nombre demandé par les Allemands jusqu'au début de 1943. En revanche, seul un prisonnier de guerre pour cinq travailleurs sera rapatrié. FINALEMENT, sous la pression allemande, une loi du 17 février 1943 institue le service du travail obligatoire (STO) et, le 30 mai, Vichy décide le départ forcé en Allemagne de fractions de jeunes gens des classes 1940 et 1941, et la totalité de la classe 1942. Désormais, les jeunes Français sont tenus d'aller travailler dans le Reich et d'aider l'effort de guerre hitlérien. Une véritable chasse aux jeunes est organisée par les polices allemandes et françaises.

LE Conseil national de la Résistance appelle les jeunes à se soustraire en masse au STO. Les organisations de jeunesse unifient leur force pour aider ceux qui refusent de mettre leur force de travail au service des nazis. Ceux qui ne partent pas se cachent, changent d'identité, sont des réfractaires et, beaucoup, quand ils le peuvent, deviennent des maquisards. Certains parviennent à rejoindre les Forces françaises libres (FFL). 600 000 jeunes doivent pourtant partir travailler en Allemagne jusqu'en 1944.

EN France, s'ajoute la mobilisation pour les chantiers de l'organisation Todt, chargée notamment de la construction du Mur de l'Atlantique en 1942 et du Mur de la Méditerranée en 1943. Des appelés parviennent à s'y soustraire.

EN Moselle et en Alsace rattachées au Reich, un décret du 25 août 1942 institue l'incorporation dans la Wehrmacht (les « malgré-nous »). Beaucoup de jeunes Alsaciens-Lorrains, malgré les risques majeurs pour eux-mêmes et leurs familles, fuient ces enrôlements forcés et, réfractaires à l'ordre nazi, deviennent des clandestins recherchés.

LF Mars 1943

Un seul chef: DE GAULLE; une seule lutte : POUR NOS LIBERTÉS

Autres Organes des Mouvements de Résistance Unis COMBAT FRANC-TIREUR

a Jeunesse trançaise répon

le Rassemblement du Peuple



Français, sabotez le recensement pour la déportation

Libération, organe des Mouvements unis de la Résistance (MUR), 1er mars 1943 (coll. MRN).

NE VA PAS EN AILEMAGNE

Etudiant

Une nouvelle vague de déportation se prépare. Tu es menacé directement. Instruits par leurs échecs, les négriers de Berlin et de Vichy vont procéder brutalement et sans préavis.

DES MAINTENANT ORGANISE TA RÉSISTANCE

Au sein de l'Union des Etudiants Patriotes, un Comité d'Action contre la Déportation a été constitué. C'est lui qui te donnera les moyens d'échapper à la conscription nazie. Prends contact avec ses délégués. Ton sort en dépend.

ETUDIANT ...

Aujourd'hui il faut choisir....

Mourir au service de l'ennemi,

ou combattre sur notre sol pour libérer la France.

La Victoire est proche. Courage. Viens grossir les rangs de ceux qui en France combattent pour ta libération.

Le Comité d'Action contre la Déportation (Section Etudiants).

Tract du Comité d'action contre la déportation (CAD, émanation du CNR) - section étudiants, été 1943 (coll. MRN).



Le parloir, fusain sur papier réalisé par France Hamelin, à la prison de La Petite Roquette à Paris, 1943 (coll. MRN, fonds France Hamelin). «Le parloir était cloisonné. Les visiteurs arrivaient par le milieu. Nous n'avions pas de contact avec eux.»

"Dans la nuit des prisons et des camps"

LE résistant arrêté entre dans un autre monde où il va affronter d'autres dangers. D'abord celui des interrogatoires, car coups et tortures sont la règle pour obtenir des renseignements. L'appareil judiciaire, allemand ou français, ne lui laisse pas grande chance: au bout de la route, le peloton d'exécution allemand, la guillotine française ou de lourdes peines d'emprisonnement et la déportation. Seul bénéfice de l'âge, les adolescents de moins de 16 ans ne sont pas condamnés à mort.

MALGRÉ la répression, la Résistance fait face. Ce sont d'abord les familles et les amis qui refusent d'abandonner leurs proches. Les détenus eux-mêmes s'organisent pour obtenir la reconnaissance du statut de prisonniers politiques.

PARTOUT, la solidarité est une manière de résister à l'oppression. Une vie intellectuelle se maintient, rendue plus intense par ceux qui savent que la mort est au bout du chemin: apprentissages de chansons, cours plus ou moins improvisés, représentations théâtrales parfois, maintiennent les esprits affûtés au combat.

POUR les jeunes résistants internés, coupés de la protection affective de leur famille et de leurs amis, fragilisés par la dureté du monde carcéral et par la faim, inquiets d'un avenir sans horizon apparent, ces manifestations de résistance, le plus souvent initiées par leurs aînés, jouent un rôle primordial dans la sauvegarde de leur vie et de leur intégrité physique, psychologique et morale. Cette volonté de ne pas céder, de tenir quoi qu'il advienne, parvient souvent à perdurer jusque dans les camps de concentration nazis.

LES JEUNES OF CORPARS OF THE STANDARD AND THE STANDARD AN

Nous les jeunes, sans date (coll. MRN). Journal clandestin fait main par les jeunes résistants internés au camp de Saint-Sulpice-la-Pointe (Tarn).

Madeleine Riffaud (né en 1924)

Jeune étudiante, Madeleine Riffaud s'engage en 1942 dans les FTP et prend part à la formation de groupes de combattants chez les étudiants en médecine. A la mort d'un de ses camarades de combat, Madeleine Riffaud abat un sous-officier allemand au pont de Solferino. Arrêtée et livrée à la Gestapo, elle réussit à s'évader et reprend sa place au combat. Elle participe aux combats armés de la libération de Paris. Le poing fermé, préfacé par Paul Eluard, rassemble les poèmes écrits au cours de l'action et en prison.

Jean-Pierre Voidiès (né en 1927)

Jeune lycéen, en 1942, il organise à Caen un groupe de résistance composé de lycéens et d'apprentis. Arrêté en 1943, il est déporté au camp de concentration de Neuengamme. Là, sans crayon ni papier, il compose dans sa tête des poèmes. Cadavre vivant (27 kilos), il est rapatrié en avril 1945. Il couche alors sur papier ses poèmes. Distingués par Paul Eluard, les textes sont regroupés sous le titre Piocher, Aimer et édités en plaquette.

Chronologie sommaire des mesures de persécution et de répression prises par l'occupant nazi et l'État français.

1940

10 mai. Ordonnance du droit pénal allemand dans les territoires occupés sanctionnant sévèrement l'aide aux prisonniers de guerre, les manifestations, la grève, l'édition et la diffusion de propos hostiles au Reich (presse et radio).

10 - 11 juillet. Lois constitutionnelles donnant les pleins pouvoirs à Pétain et supprimant la République.

17 juillet. Loi permettant l'«épuration» de la fonction publique.

13 août. Loi interdisant les «organisations secrètes», de fait visant la franc-maçonnerie.

27 août. Loi sur la «liberté de la presse», dépénalisant de fait l'antisémitisme.

24 septembre. Loi portant création d'une cour martiale.

3 septembre. Loi renforçant le décret-loi du 18 novembre 1939 permettant d'interner par mesure administrative (sans jugement) tous les individus jugés dangereux.

4 septembre. Abolition des lois scolaires laïques de 1904.

12 septembre. Dispositions du commandant militaire allemand en France légitimant la prise et l'exécution d'otages.

3 octobre. Loi instaurant un statut des juifs.

4 octobre. Loi sur l'internement des «étrangers de race juive». Ordre du commandement militaire allemand en France d'internement des Tsiganes dans des camps (ils étaient déjà assignés à résidence depuis octobre 1939).

28 octobre. Loi interdisant la réception et la diffusion des radios «libres» émettant de l'étranger.

13 décembre. Décret portant sur la création d'un comité d'épuration des manuels scolaires.

1941

15 mai. Première rafle de juifs étrangers à Paris.

2 juin. Loi se substituant à celle du 3 octobre 1940 et aggravant le statut des juifs.

21 juin. Loi instaurant un quota (3 %) d'étudiants juifs dans l'enseignement supérieur.

27 juin. Le camp de Royallieu à Compiègne est transformé en «camp de concentration permanent pour éléments ennemis actifs».

14 août. Avis du commandement militaire allemand rendant passible de la peine de mort toute activité communiste.

14 août. Création des Sections spéciales (introduction de la rétroactivité des lois; jugement sans appel : peine exécutable immédiatement).

jugement sans appel; peine exécutable immédiatement).

15 août. Loi rétablissement des frais de scolarité pour le deuxième cycle du secondaire.

20 août. Ouverture du camp de Drancy.

21 août. Décret du commandement militaire allemand instituant la politique des otages.

20 septembre. Loi supprimant les écoles normales d'instituteurs (de l'école publique).

4 octobre. Loi sur l'obligation de prêter serment au chef de l'État pour les fonctionnaires et promulgation de la Charte du travail.

7 décembre. Nacht und Nebel Erlass (décret NN - Nuit et Brouillard): disparition par déportation, dans le plus grand secret, des résistants susceptibles de ne pas être condamnés à mort par les tribunaux et les lois de leur pays.

1942

21 janvier. Loi réprimant les lacérations d'affiches et les manifestations contre la politique du gouvernement de Vichy.

27 mars. 1er convoi de déportation de juifs de Drancy vers Auschwitz.

29 mai. Port obligatoire de l'étoile jaune par les juifs de France en zone occupée.

6 juillet. 1er convoi de déportation de résistants parti de Compiègne-Royallieu, vers Auschwitz.

10 juillet. Ordonnance étendant les représailles aux familles des résistants.

Août. Accords Oberg-Bousquet officialisant la collaboration des polices allemandes et françaises.

10 août. Loi réprimant l'aide apportée aux évadés des camps d'internement.

4 septembre. Loi sur l'orientation de la main-d'œuvre, prélude au service du travail obligatoire.

11 décembre. Loi sur l'apposition de la mention «juif» sur les cartes d'identité des juifs français et étrangers.

1943

30 janvier. Création de la Milice.

16 février. Loi instituant le service du travail obligatoire (STO).

11 juin. Loi réprimant ceux qui se soustraient au STO ou ceux qui les aident à s'y soustraire.

1944

20 janvier. Institution par Vichy de cours martiales.

3 octobre. Au départ de Belfort, dernier convoi de déportation de France vers un camp de concentration (Buchenwald).



Attaque d'un camion de l'armée allemande place du Capitole à Toulouse le 2 février 1943 par la 35° brigade FTP-MOI Marcel Langer (coll. MRN, fonds 35° brigade).

"Vaincre et vivre"

Tony Bloncourt (1921 - 1942).

Étudiant, il résiste au sein de groupes de jeunes de l'Organisation spéciale dirigés par le futur colonel Fabien. Il prend part à des actions armées: 18 attentats et sabotages contre l'occupant entre septembre et novembre 1941. Arrêté le 6 janvier 1942, il est condamné à mort avec six autres jeunes par un tribunal militaire allemand siégeant à la Chambre des Députés. Il est fusillé comme otage le 9 mars 1942 au Mont-Valérien.

Tereska Szwarc-Torrès (née en 1920)

Lycéenne parisienne, née à Paris dans une famille d'artiste d'origine juive polonaise. A l'été 1940, le baccalauréat passé, elle gagne l'Angleterre via Gibraltar pour rejoindre le général de Gaulle. Elle s'engage aussitôt dans le «corps féminin» des Forces françaises libres. Elle est la seizième engagée. Avec les autres volontaires féminines, elle suit l'instruction militaire au camp de Bornemouth et. soumise au même régime que les hommes, elle partage avec eux les mêmes risques de la guerre. À Londres, en juillet 1943, elle achève l'écriture de son premier roman Le Sable et l'Ecume, publié chez Gallimard en 1946. En hommage à son premier amour, engagé dans la 2º division blindée du général Leclerc et mort au combat, Tereska signe l'ouvrage du nom de guerre de Georges Torrès : Georges Achard.

LE 19 août 1941, un jeune de 22 ans, Pierre Georges (le futur colonel Fabien), abat un officier allemand à la station de métro Barbès. Ce geste, symbole du début de l'action directe contre l'occupant, est emblématique du rôle déterminant de la jeunesse dans la lutte armée.

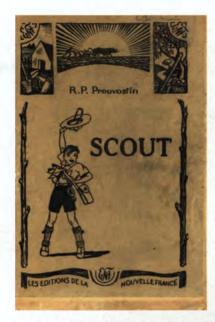
CE phénomène se manifeste dès 1940. En effet, ce sont surtout des jeunes qui réalisent les premiers sabotages contre les installations ennemies ou qui rejoignent de Gaulle pour continuer le combat. En France cependant, le choc de la défaite et l'arrivée au pouvoir de Pétain annihilent d'abord toute possibilité de résistance militaire. Les jeunes en mal d'action rejoignent les premiers mouvements et réseaux qui se structurent autour de l'impression de journaux clandestins, l'organisation de filières d'évasion ou la collecte de renseignements. Pour autant, nombre d'entre eux n'attendent que le moment opportun pour prendre les armes

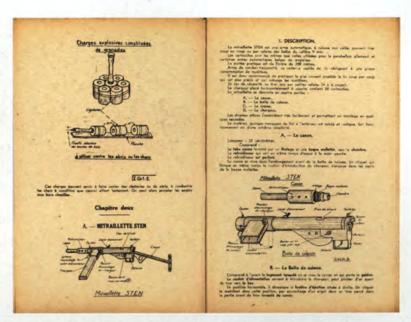
L'AGRESSION allemande contre l'URSS le 22 juin 1941 ouvre à cet égard de nouvelles perspectives. Le parti communiste crée les premiers groupes de guérilla, bientôt appelés Francs-tireurs et partisans (FTP), qui recrutent d'abord largement au sein de la Jeunesse communiste. Même tendance en zone sud où les groupes francs de Jacques Renouvin naissent parmi les étudiants montpelliérains.

À partir de l'hiver 1942-1943, ces pionniers sont rejoints par un nombre croissant de jeunes travailleurs, réfractaires au service du travail obligatoire, qui prennent en masse le maquis, souvent galvanisés par les victoires soviétiques à l'Est et par le recul de l'Axe en Afrique.

CES combattants n'ont souvent aucune expérience militaire. La Résistance édite à leur intention des manuels clandestins de guérilla, met en place des écoles du maquis et s'applique à leur fournir des cadres expérimentés: anciens de la guerre d'Espagne et, à partir de 1943 surtout, des officiers de carrière entrés en dissidence.

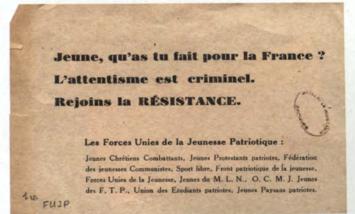
LES actions, laborieuses au début, gagnent progressivement en efficacité et certains jeunes sont rapidement amenés à diriger des opérations. Cependant, peu d'entre eux parviennent à des responsabilités de premier plan. Serge Ravanel, chef des groupes francs de la zone sud à 23 ans, puis commandant des 60 000 FFI (Forces françaises de l'intérieur) de la région toulousaine, est un contre-exemple exceptionnel.





Brochure Scout, sans date, (coll. MRN). Derrière cette couverture trompeuse se cache le manuel d'instruction militaire des FTP.





Papillons ronéotés des FUJP dénonçant les comportements attentistes (attendre le Jour J et la libération par les Alliés), sans date (coll. MRN).



Affichette des FUJP, appelant à la levée en masse (insurrection nationale) en référence à celle de 1792 durant la Révolution française, été 1944 (coll. Musée de l'Histoire vivante de Montreuil).



Jeunes du groupe FTP-MOI «35° brigade-Marcel Langer» durant les combats de la libération de Toulouse, 19 ou 20 août 1944 (coll. MRN, fonds 35° brigade).

"Aux armes citoyens"

DURANT l'été 1944, la mobilisation massive des Français dans les combats de la Libération a permis de briser le scepticisme des Anglo-saxons quant à la représentativité de la Résistance et de tempérer l'antigaullisme de Roosevelt. Passant du statut de nation collaboratrice à celui de nation résistante, la France a pu gagner son indépendance politique et intégrer le camp des vainqueurs. Ce processus est le fruit de l'action de la Résistance unie derrière le Conseil national de la Résistance et le gouvernement provisoire du général de Gaulle. LES jeunes résistants y ont participé activement, les uns dans les mouvements créés par leurs aînés, les autres en fondant leurs propres organisations. Celles-ci, peu nombreuses jusqu'en 1942, foisonnent à partir de l'année suivante. Elles reflètent l'extraordinaire diversité sociale, politique ou religieuse de la Résistance française. Six mois après la naissance du Conseil national de la Résistance (27 mai 1943), elles se regroupent au sein des Forces unies de la Jeunesse patriotique afin de coordonner leur action. En mars 1944, les FUJP comptent déjà plus de 300 comités locaux dans toute la France.

Ceux-ci, à défaut d'être représentés au CNR intègrent les Comités départementaux de Libération qui préparent l'insurrection nationale. Leur activité, comme celle de leurs aînés dont ils s'inspirent largement, est multiforme. Propagande d'abord: les journaux, tracts et papillons clandestins émis par les jeunes résistants se comptent par centaines de milliers d'exemplaires.

CETTE propagande tous azimuts débouche naturellement sur l'action. Seuls ou aux côtés des adultes, les jeunes organisent la contestation en multipliant manifestations, grèves, campagnes d'aide aux réfractaires ou à la Résistance. Ils redoublent d'efforts à l'occasion du 1er mai 1944 et surtout du 14 juillet suivant. Cette mise en mouvement de la société a pour objectif d'entraîner toujours plus de Français dans les combats pour la Libération. Ce n'est toutefois qu'après le débarquement de Normandie que le passage à la lutte armée devient massif. Comme en témoignent les plaques commémoratives de nos villes et de nos campagnes, les films et les photographies d'époque, une très grande partie des combattants de l'été 1944 sont des jeunes. Leur enthousiasme, leur forme physique, mais aussi l'absence de responsabilités familiales expliquent en partie ce phénomène. Ceux qui s'étaient engagés depuis longtemps dans les maquis ou les groupes de guérilla urbaine se voient souvent confier le commandement des nouvelles unités FFI qui se multiplient grâce à l'afflux des volontaires. Un des enjeux pour la Résistance est d'armer, de former et d'encadrer rapidement ces novices afin d'éviter des imprudences mortelles. Ainsi, à Paris, 35 résistants, dont la majorité sont des jeunes, tombent dans le piège d'un agent de la Gestapo qui leur promettait des armes et sont massacrés le 16 août à la cascade du bois de Boulogne. Les risques n'entament cependant pas l'ardeur des jeunes et nombreux sont ceux qui poursuivent les combats jusqu'en Allemagne en s'enrôlant dans l'Armée française reconsti-



Le général de Gaulle remet la Légion d'honneur à la jeune combattante Marie-Jeanne, place des Terreaux à Lyon, 14 septembre 1944 (coll. MRN).



Léon Bouvier (1923 - 2005)

Lycéen, né à Vienne en Autriche, de parents polonais, il fait ses études au lycée Michelet à Vanves. En 1939, il assiste à l'invasion allemande de la Pologne alors qu'il vient de rejoindre son père à Varsovie. Après un long périple passant par l'URSS, la Roumanie, la Turquie et la Palestine il rejoint à Ismaïlia, en Egypte, les unités combattantes de la France libre. Il s'engage au 1er bataillon de l'infanterie de marine: il n'a alors que 16 ans, il cache ses papiers et prétend qu'il en a 18. Il participe aux combats en Lybie. À la bataille de Bir Hakeim il perd son bras droit. Il est fait Compagnon de la Libération par le général de Gaulle. Soigné, il rejoint l'Angleterre et suit la formation d'officier à l'école des Cadets de la France libre. Il participe ensuite à la campagne de France: Paris, Metz puis Strasbourg, où il demande à être démobilisé.

Ginette Colette Nirouet (1926 - 1944)

Jeune étudiante parisienne, elle participe aux combats de la Libération en Franche-Comté comme infirmière dans un bataillon de choc. Elle incorpore le 152° RI intégré à la 2° armée. Le 29 octobre 1944, elle endosse, l'uniforme kaki et s'arme d'une mitraillette. Le 26 novembre, elle participe aux combats de l'Oberwald (Allemagne) où elle tombe sous les balles d'une mitrailleuse ennemie.



La «mascotte» du futur 151° RI, commandé par le colonel Fabien, au garde-à-vous devant le général de Lattre de Tassigny (coll. MRN). À gauche du général, Jacques Monod, le futur prix Nobel de médecine (commandant Malivert de l'état-major national des FFI); au centre, Joseph Kessel, écrivain, Français libre et un des auteurs du Chant des partisans.

L'enfance et la jeunesse au cœur des préoccupations et des espoirs de la France libérée. Les premiers sujets étant l'instruction, la santé, l'éducation et les loisirs: Photographie d'une conférence à Paris du professeur Joliot-Curie, résistant, prix Nobel de physique sur le thème de la réforme démocratique de l'enseignement: «après le pain, l'éducation est le premier besoin du peuple» (coll. MRN).



"Printemps de la jeunesse"



Cahier de la renaissance française, décembre 1944 (coll. MRN). Rédigé par les habitants de Noisy-le-Sec à la manière des cahiers de doléances de 1789, à l'issue d'un des innombrables rassemblements préparatoires à une assemblée des états généraux de la renaissance française en 1945.

DÉBUT 1945, alors que le territoire national est à peine libéré et que l'Allemagne nazie n'a pas encore capitulée, des réformes importantes sont mises en œuvre. Pour le gouvernement dirigé par le général de Gaulle, il s'agit de balayer «le régime de basse réaction instauré par Vichy», selon les termes du programme du Conseil national de la Résistance (CNR). Ces réformes sont à la fois politiques (rétablissement et élargissement de la démocratie, notamment en accordant aux femmes le droit de vote et aux ouvriers un droit d'intervention dans l'entreprise grâce aux comités d'entreprises), économiques (nationalisations de grandes banques et entreprises) et sociales (amélioration des conditions de vie de l'ensemble de la population).

UN certain nombre de réformes vont toucher les jeunes qui ont joué un rôle très actif dans les combats de la Résistance. Le regard de la société sur la jeunesse se modifie à la Libération sous l'influence du programme du CNR. La spécificité des problèmes liés à cette classe d'âge est prise en compte, d'autant que l'action des jeunes (garçons et filles) dans la Résistance a mis en avant un certain nombre de revendications qui leur sont propres et que la société avait négligé, voire ignoré, avant guerre, comme par exemple: l'élargissement de la démocratie avec l'abaissement de la majorité et du droit de vote de 21 à 18 ans; les droits d'expression et d'organisation dans la société, sur le lieu de travail; la démocratisation de l'enseignement; la formation professionnelle; la revendication de l'égalité salariale « à travail égal, salaire égal»; la réduction du temps de travail et le droit aux loisirs; etc.



Regards, 15 novembre 1945 (coll. MRN).

E programme général, les jeunes Français de toutes tendances qui se sont groupés, dans l'illégalité, au sein des Forces Unies de la Jeunesse Patriotique, ont pris l'engagement de le faire appliquer en restant unis dans la lutte pour l'avenir comme ils l'étaient dans le combat contre la tyrannie.

La Jeunesse Française a le plus souffert des quatre années d'occupation. Elle a contribué, dans une très large part, à la libération du Territoire National. Elle continue à se battre pour écrater définitivement les ennemis de la Justice et de la Liberté. Elle soit le prix de son combat. Elle an fait connaître aujourd'hui le but. Elle est décidée à l'atteindre.

Teus et toutes, veillons à l'application de la CHARTE DE LA JEUNESSE !

Pour participer à l'actien libératrice de la Jeunesse, envoyez vas suggestions, apportez votre adhésion aux F.U.J.P. qui luttent pour les intérêts de la Jeunesse.

LES FORCES UNIES DE LA JEUNESSE PATRIOTIQUE

(Jeunes Chrétiens Combottonis Jeunes Protestants Potricites - Jeunes de la Liberction Nationale - Organisction Civile et Militoire des Jeunes Jeunes Lote Combottonis - Front Particitque de la Jeunesse - Fédération des Jeunesses Communitées - Union des Etudiants Particitées - Union des Jeunes Elles Parricites - Jeunes des Francis Particités - Sport Libre - Jeunes des Francis Particités - Sport Libre - Jeunes des Francis Particités - Sport Libre - Jeunes des Francis Particités - Part

CENTRE NATIONAL 43, Rue de Monceau - PARIS (8°)

LA JEUNESSE FRANÇAISE DEMANDE...

Extraits de la CHARTE DE LA JEUNESSE élaborée sous l'occupation par les

Forces Unies de la Jeunesse Patriotique



A LORS qu'ils menaient clandestinement le combat contre l'envahisseur, les Jeunes François de toutes tendances, groupés dans les Forces Unies de la Jeunesse Patriotique, ont rédigé un document où sont définies les grandes lignes d'une véritable politique de la Jeunesse.

De cette "Charte de la Jeunesse", sont extraîtes, pour être portées à la connaissance de tous les Français, les principales mesures dont l'application est réclamée.

« La Jeunesse française demande... », programme des FUJP, 1945 (coll. MRN).

DANS L'ENSEIGNEMENT

- Prolongation de la durée de l'obligation scolaire de 14 à 17 ans.
- Gratuité absolue de l'enseignement à tous les degrés.
- Suppression du régime des bourses ; remplacement de ce système par une aide aux familles dant les entants sont soums à l'obligation
- Octroi à tous les étudiants d'un pré-soloire leur donnant pleine indépendance.
- Réhabilitation des enseignements non exclusivement intellectuels (technique, industriel, agricale, commercial, maritime).
- A tous les degrés, enseignement plus proche de la vierréelle, adoption des méthodes actives d'éducation.
- Réparation des injustiçes nées de la guerre : exclusion de l'Université de tous les traîtres, réintégration de tous les membres injustement frappés. Sessions spéciales et court de raitrapage, bourses pour les jeunes Particles dont les études ont été interrompues.

POUR LA FORMATION PROFESSIONNELLE

- Réforme du système d'apprentissage permettant une orientation vers un métier choisi en connoissance de cause et selon les optitudes réelles des Jeunes.
- Création de Centres d'apprentissage en nombre suffisant pour que tous les jeunes Français soient réellement en possession d'un métier.
- Intégration des Centres d'apprentissage dans l'enseignement obligatoire du second degré afin qu'ils donnent également une culture générale.
- Création de nombreuses écoles d'agriculture, permettant une omé-
- Institution d'un délégué " Jeune" dans toutes les entreprises.
- Droit pour les apprentis aux mêmes vacances que les scalaires du même âge — " A âge égal, vacances égales ".

POUR LA VIE DU JEUNE TRAVAILLEUR

- A travail égal, salaire égal à celui des adultes.
- Législation spéciale du travait des Jeunes, définissant un statut du jeune travailleur.
- Droit sans restriction aux congés payés, garantie de la santé des Jeunet.
- Prêt aux jeunes ménages.
- Prêt d'établissement aux jeunes cultivateurs.
- Confiscation des domaines appartenant à des collaborateurs, ou acquis pendant la guerre par spéculation et mises de tous ces biens à la disposition des jeunes ayant combattu dans la résistance au des jeunes prisonniers à leur retour.

POUR LA SANTE ET LE SPORT

- Création d'un corps de médecins spécialisés, chargés de la surveillance et du mainten de la santé des Jeunes à l'École, à l'Atelier et dans les Sociétés sportives.
- Obligation de l'éducation physique et sportive dans l'enseignement à tous les degrés.
- Elaboration et mise en chantier immédiate d'un plan de 5 ans pour l'équipement sportif du Pays, avec possibilité d'expropriation rapide pour la construction de stades et de piscines .
- Un terrain d'entraînement complet dans chaque commune, école, caserne, administration et entreprise importante.
- Formation de 1.000 professeurs et 3.000 moniteurs et monitrices indispensables à l'enseignement.
- Formation de 10.000 moniteurs et monitrices nécessaires à la jeunesse ouvrière et aux sociétés sportives.
- Réorganisation démocratique du Comité National des Sports et des Fédérations, en faisant notamment une place aux éducateurs.

POUR LES LOISIRS ET LA CULTURE

- Politique de plein air mettant à la disposition des Jeunes des terrains de camping, des Auberges de Jeunesse, des voyages en France et à l'étranger, des moyens de transports à prix réduits.
- Création dans les Centres urbains et les Communes importantes de Maisons de Jeunes servent de terrains de rencontre à la Jeunesse avec solles de jeu, bibliothéques, cinémas, restourants, centres de renseignements et de documentation.
- Mise à la portée de tous les Jeunes des activités de plein air jusqu'ici réservées aux priviléglés: montagne, ski, canoé, aviation.
- Création de Centres d'Education Populaire apportant aux jeunes travailleurs une formation culturelle, artistique et sociale.
- Mise en service dans les campagnes de bibliothèques-outomobile circulantes ou "Bibliobus".

DANS LE GOUVERNEMENT DU PAYS

- Drait de vote à tous les jeunes gens et jeunes filles de plus de 18 ans pour les élections à l'Assemblée Nationale Constituente,
- Création immédiate d'un service interministériel (Secrétariat ou Commissoriat) chargé de réaliser les réformes demandées et de coordonner l'action en faveur de la Jeunesse.
- Création immédiate d'un Commissariat chargé de coordonner l'éducation physique et les activités sportives.



Le silence de la mer, photo de Robert Doisneau faite à la Libération pour le numéro de la revue «Le Point» consacrée aux Imprimeurs clandestins. © Atelier Robert Doisneau. Le roman de Vercors (nom de plume et de clandestinité de Jean Bruller), est le premier titre des Éditions de Minuit clandestines. Un des trois personnages est une jeune fille qui face à l'occupant s'enferme dans un mutisme intransigeant: un symbole de la jeunesse et de la Résistance.

"Mémoire"

DURANT la guerre, il est fréquent que des groupes de combattants de l'ombre rendent hommage aux résistants assassinés par les forces de répression de l'occupant ou de Vichy. Ainsi, un des groupes Francs-tireurs et partisans les plus actifs de Franche-Comté en 1943, composé essentiellement de jeunes militants de la JOC (Jeunesse ouvrière chrétienne), s'intitule « Compagnie Guy Mocquet », en hommage au jeune résistant communiste fusillé comme otage à Châteaubriant en octobre 1941 ... « Ami, si tu tombes, un ami sort de l'ombre à ta place» (Chant des partisans).

DÈS la Libération, le souvenir de la Résistance a donc naturellement pris la forme d'un hommage aux morts (tués au combat, fusillés, massacrés, déportés): un souvenir avant tout funéraire, majoritairement inscrit dans la pierre (plaques, stèles, monuments). Mêlés à ceux de leurs aînés, sont gravés les noms, prénoms, âges de milliers de jeunes, combattants à l'extérieur ou résistants de l'intérieur, «morts pour la France».

LA mémoire collective ne retient seulement que trois «figures» de jeunes «héros de la Résistance», pour la postérité: Guy Môquet, le colonel Fabien, les cinq lycéens de Buffon. Et de ces trois figures, on évoquera plus volontiers leur jeunesse et les circonstances dramatiques de leur mort, de jeunes «martyrs», que leurs faits de résistance. Pourtant, la devise de Fabien et de ses compagnons n'était-elle pas: «Vaincre et vivre»?

À l'inverse d'autres grands moments de l'histoire nationale, la Résistance, n'est pas ou peu portée par des oeuvres d'art et les quelques qui s'y intéressent n'accordent pas de place particulière à la jeunesse. La photographie, la bande dessinée et la littérature pour la jeunesse qui alors, n'étaient pas considérées comme des arts, font exception. Mais, paradoxalement, les sujets photographiés (saisis par Robert Doisneau, Jean et Albert Seeberger, Roger Schall, Julia Pirotte, etc.) et les personnages héroïques de la BD (Fifi gars du maquis, Le Grêlé 7-13, etc.) construisent une figure réductrice, quasi mythique, de la Résistance: celle de l'adolescent participant à la lutte armée, revolver ou mitraillette Sten à ses côtés.

Cette imagerie renouvelée, élément de notre identité nationale depuis la Révolution française, amalgame jeunes héros historiques (Jeanne d'Arc, Bara, Hoche, etc.) et jeunes héros romanesques (Gavroche, Jacquou le Croquant, etc.). Une mémoire sexiste qui oublie le rôle des jeunes filles, et leur nombre, sur tous les fronts résistants, intérieurs et extérieurs.

Henri Fertet (1926-1943)

Lycéen à Besançon, il entre en résistance au groupe FTP «Guy Mocquet ». Il est arrêté le 3 juillet 1943 et condamné à mort le 18 septembre 1943 pour participation à un groupe de résistance et avoir commis des attentats. Il est fusillé le 26 septembre 1943 avec 15 autres membres du groupe à la citadelle de Besançon. L'émotion est immense dans la région du fait du jeune âge des fusillés (16 à 23 ans): tous jeunes agriculteurs ou lycéens militants de la JAC et de la JOC. En 1945, le général de Gaulle le fait Compagnon de la Libération à titre posthume.

Marianne Cohn (1922-1944)

Juive allemande réfugiée à Paris, elle est prise en charge par les Éclaireurs israélites de France, entre septembre 1939 et mai 1941. Hébergée dans le sudouest de la France, elle entre en résistance avec la Centre de Documentation de Simon Levitte et participe à la construction du Mouvement de Jeunesse sioniste. Elle est chargée de cacher ou de faire passer en Suisse des enfants. C'est au cours d'un passage de la frontière, en mai 1944, qu'elle est arrêtée, puis exécutée.



Affiche créée par l'illustrateur Brantonne pour L'Avant Garde, journal des Jeunesses communistes, automne 1944 (coll. MRN).



Photographie du sous-lieutenant Tereska Torrès en *Battle dress* britannique de la mission militaire de liaison administrative (MMLA). (coll. Mémorial Leclerc-Musée Jean Moulin).



Tarzan, illustration de Brantonne, 3 octobre 1946.

Les jeunes en Loire-Inférieure

La Loire-Atlantique s'appelle alors la Loire-Inférieure.

Dans le département occupé, des hommes, des femmes osent dire non.

Parmi eux, de très jeunes gens, une jeunesse fusillée.







Jean-Pierre Glou



Michel Dabat



Jean Grolleau

JUIN - DÉCEMBRE 1940 LES JEUNES DERRIÈRE MARCEL HÉVIN.

Ils recueillent des renseignements, distribuent des tracts contre l'occupant et manifestent le 11 novembre 1940 devant les monuments aux morts des guerres de 1870 et 1914-1918.

Dans la nuit du 10 novembre, Michel Dabat et Christian de Montdragon (16 ans $\frac{1}{2}$) hissent un drapeau tricolore sur le paratonnerre de la cathédrale.

Michel Dabat - 20 ans, Frédéric Creusé - 21 ans, Jean-Pierre Glou - 19 ans, Jean Grolleau - 19 ans, seront fusillés comme otages le 22 octobre 1941.

1941

Deux autres Nantais, jeunes résistants communistes seront aussi fusillés comme otages le 22 octobre 1941.

Emile David, 19 ans est un jeune mécanicien dentiste nantais. Secrétaire de la Jeunesse communiste de Nantes, il a été arrêté plusieurs mois auparavant, lors d'une manifestation anti-allemande. Bon sportif. Il a mis à profit ses longs mois de captivité pour étudier.

Maximilien Bastard, 21 ans, également Nantais, est un jeune chaudronnier, membre des Jeunesses communistes. Lui aussi passe plusieurs mois au camp de Choisel et en profite pour lire et s'instruire.

André Le Moal, 17 ans, arrêté pour une rixe avec des soldats allemands, sera le plus jeune et le moins connu des otages fusillés.



Emile David



Maximilien Bastard



André Le Moa





1942 – 1943 LA RÉSISTANCE ARMÉE

Les frères Hervé sont les archétypes de la Résistance antifasciste.

Edouard, le plus jeune a 23 ans. Il sera fusillé à Rennes en décembre 1941.



1942 - 1943

La Résistance communiste multiplie les attentats et la police de Vichy les arrestations.

En janvier 1943 s'ouvre le procès dit des 42. Trente-sept condamnations à mort sont prononcées. Le journal collaborationniste *Le Phare* titre: «La société occidentale épure».

Parmi eux, de très jeunes gens.
André Rouault, 18 ans - Robert Douineau, 21 ans
Maurice Lagathu, 22 ans - André Guinoizeau, 21 ans
Félicien Thomazeau, 22 ans - Albert Brégeon, 25 ans
Maurice Jouaud, 23 ans - Miguel Sanchez, 23 ans
Hidalgo Prieto, 25 ans - Pierre Greleau, 21 ans
Eugène Le Parc, 25 ans

1944 LE MAQUIS DE SAFFRÉ

Le 28 juin 1944, le maquis de Saffré est encerclé par les Allemands et les miliciens. Parmi les tués, G. Chaumeil (18 ans), R. Geffriaud (17 ans), F. Guillet (22 ans), L. Loizeil (22 ans), F. Renaud (22 ans), J. Nauleau et P. Orieux (21 ans), B. Babin (20 ans).

27 autres seront fusillés à Saint Herblain. Lisez bien leur âge.

34 autres seront déportés et ne reviendront jamais.



Libertaire Rutigliano

Les réseaux de Résistance continuent d'être démantelés. Un jeune Résistant, brillant étudiant, Libertaire Rutigliano, réorganise la Résistance, édite des journaux clandestins. Il est arrêté et déporté dans le camp de concentration de Dachau. Pour sauver les exténués du camp, il sacrifia sa vie; Il n'avait pas 20 ans.



Il est difficile de faire des choix parmi ceux et celles qui ont eu le courage de résister.

Ici, nous avons préféré évoquer le courage de jeunes âgés de moins de 25 ans, une jeunesse fusillée.

Sans doute y a-t-il des oubliés. Qu'ils nous pardonnent. Leurs camarades témoignent pour eux.

EXPOSITION GUY MÔQUET, UNE ENFANCE FUSILLÉE

La Forge, Choisel, les camps du pays castelbriantais, les otages d'octobre 1941 APRès la défaite de 1 mandes occupent un Elles parviennent air



Photographie de classe de primaire au Lycée Camot à Paris (17°), décembre 1935. Guy Môquet est situé au deuxième rang, au centre. © Musée de la Résistance nationale à Champigny-sur-Marne. Fonds de la famille Môquet-Saffray

APRÈS la défaite de 1940, les troupes allemandes occupent une partie de la France. Elles parviennent ainsi en Bretagne et, le 17 juin 1940, entrent dans Châteaubriant. Les soldats faits prisonniers à Nantes et dans les environs sont dirigés sur Châteaubriant, regroupés sur le champ de courses de Choisel puis, le 14 janvier 1941, transférés en Allemagne.

CEPENDANT, le camp de Choisel va subsister. On y interne d'abord les nomades que l'on avait concentrés à la Forge en Moisdon-La-Rivière. L'insalubrité de la Forge amène le gouvernement de Vichy à transformer Choisel en camp d'internement pour indésirables : nomades, prisonniers de droit commun et, à partir de la fin avril, détenus politiques des deux sexes, communistes en grande majorité, anciens dirigeants syndicalistes, dirigeants du Front populaire arrêtés pour faits de résistance y sont ainsi regroupés. En octobre 1941, environ 600 personnes sont détenues à Choisel, les nomades ayant été renvoyés à la Forge où l'on n'a guère amélioré les conditions de détention. Extrêmement solidaires les uns des autres, ces prisonniers occupent leurs journées à des activités intellectuelles, sportives, récréatives.



Biographie de Guy Môquet

Guy Môquet, une enfance fusillée
Guy Môquet naît à Paris en 1924. Il poursuit
des études secondaires au lycée Carnot
(Paris, 17°) lorsque surviennent la déclaration de guerre et l'internement de son père,
Prosper Môquet, député communiste du
17°. Militant de la Jeunesse communiste,
il monte avec ses camarades, dès l'été
1940, des groupes d'impression, de distribution de tracts clandestins et de collage
de papillons. Arrêté le 13 octobre 1940 à la
gare de l'Est (Paris, 10°) par la police française, il est interné à la prison de la Santé
puis à celle de Fresnes. Il en est libéré le
24 janvier 1941, mais il est cependant gardé

au dépôt du Palais de Justice puis transféré, comme interné administratif, à la prison de la Santé, à celle de Clairvaux et enfin, en mai 1941, au camp de Choisel à Châteaubriant. Désigné comme otage le 22 octobre 1941 au matin, il est fusillé le même jour à la carrière de La Sablière, avec vingtsix autres otages.

Le nom de Guy Môquet devient un symbole pour de nombreux groupes résistants. Louis Aragon lui consacre, sous son pseudonyme de «Témoins des martyrs», un chapitre dans Le crime contre l'esprit brochure publiée clandestinement. Le poète

lui dédie également le poème «La rose et le réséda», paru dans la clandestinité.

Biographie extraite de l'ouvrage La vie à en-mourir - Lettres de fusillés (1941-1944). Lettres choisies et présentées par Guy Krivopissko, introduction François Marcot, rééditions Points-Seuil, 2006, pages 81-82. Pierre-Louis Basse, Guy Môquet une enfance fusillée, Stock, Le Livre de Poche, 2008.

000	, 0, 0, 0, 0, 0, 0, 0, 0, 0, 0, 0, 0, 0,	800
		SECO
		12
1 33 0		
133	RÉPUBLIQUE FRANÇAISE	
	A CADÉMIE LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERRITÉ DÉPARTEMENT	
	de de la	
	PARIS INCORPLICATION DIDITIONE SEINE	*
	PARIS INSTRUCTION PUBLIQUE	1
2		1
		1
	CERTIFICAT D'ÉTUDES PRIMAIRES	1
	CERTIFICAL DETUDES PRIMAIRES	133
		122
		100
7		%
	L'Inspecteur d'Académie, Directeur de l'Enseignement pri-	72
33	maire du département de la Seine,	2
12	Vu l'article 6 de la loi du 28 mars 1882 et l'article 3 de la loi du 30 octobre 1886;	77
17%		2
	Vu la loi du 11 janvier 1910;	**
22	Vu le décret du 27 juillet 1882;	
33	Vu les arrêtés des 24 juillet 1888 (titre 1V, chapitre II), 29 décembre 1891,	
3	31 juillet 1897, 8 août 1903, 27 juillet 1908, 19 juillet 1917 et 1" février 1924;	**
		2
	Vu le procès-verbal de l'examen subi par M. Maquet	S
		2
123	dans les conditions déterminées par les arrêtés susvisés;	
2	Vu le certificat en date du 15 fecie 1936 par lequel la Commission	12
22	cantonale d'un 17 arondesseurent de Paris siégeant pour la session de Juin 1936	72
77		22
100	atteste que M. Moquet Guy Rosper Sustache	33
32	né le 26 avril 1924 à Paris (17) département d	2
12	a été jugé digne d'obtenir le Certificat d'études primaires avec mention (a)	S
2	a ete juge a algue a obienti le Certificat a etades bilinaires avec interiori	
133	- mo-	2
133	TO CALLET	**
	Délivre à M. Moquel Guy	
22	•	SS
7	le présent Certificat d'études primaires élémentaires pour servir et valoir	1/2
1	ce que de droit.	7%
14	Paris, le 1 5 JUIN 1936	19%
177	Paris, le	77
12	Pour l'Inspecteur d'Académie	3
19	SIGNATURE D TITULAIRE: DIRECTEUR DE L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE DE LA SEINE,	**
32		*
773	Maguet L'Inspect Esse de l'Enseignement primaire délégué.	2
33	May	*
23		77

		3
		33
72	Paris: du ° arrondissement de Paris.	7
23	(1) Banlieue: de	37
7	(2) Indiquer la mention: TRES BIEN on BIEN; s'il n'y a pas lieu à mention, n'apposer ni le mot 'NEANT' ni des guillemets,	32
1 × 10	mais deux traits ondulés parallèles comme suit:	125
1 VAN IN		STEEL ST

Certificat d'études primaires de Guy Môquet. 15 juin 1936. © Musée de la Résistance nationale à Champigny-sur-Marne. Fonds de la famille Môquet-Saffray.



Au camp de Choisel à Châteaubriant, dernière visite à Guy, de Serge (le petit frère de Guy) et Juliette (la mère de Guy), juin 1941. © Musée de la Résistance nationale à Champigny-sur-Marne. Fonds de la famille Môquet-Saffray

L'ANNÉE 1941 est une année importante pour la Résistance en France. Le conflit devient mondial et le rapport des forces changent avec l'entrée en guerre de l'URSS et des États-Unis : l'espoir change de camp.

Les groupes de résistance et les réseaux se développent. En réaction l'occupant et l'État français accroissent la répression: une ordonnance d'août 1941 transforme tous les Français arrêtés en otages potentiels; les exécutions de résistants deviennent systématiques.

Des petits groupes de jeunes résistants communistes ripostent à cette terreur. À la mi-octobre, ils programment une série d'opérations à Bordeaux, à Nantes et à Rouen. Le 20 octobre trois jeunes résistants parisiens abattent le lieutenant-colonel Hotz à Nantes. Le lendemain, un autre groupe abat un officier à Bordeaux.

Le général von Stülpnagel, commandant militaire en France, fait annoncer par voie d'affiche que, « en expiation de [chacun de] ces crimes », cinquante otages seront fusillés ainsi que cinquante autres si les coupables ne sont pas arrêtés avant le 23 octobre à minuit. Une récompense de quinze millions de francs est offerte pour la dénonciation des auteurs de l'attentat.

LE 22 octobre 1941, vingt-sept otages sont fusillés à Châteaubriant. Tous refusent d'avoir les yeux bandés et les mains liées. Ils meurent en chantant *La Marseillaise*. Le même jour, seize autres otages sont également exécutés à Nantes, au champ de tir du Bèle, et cinq autres au Mont-Valérien. Le 24 octobre 1941, cinquante otages sont fusillés à Souges, près de Bordeaux.

Ces fusillades de masse ne sont que les débuts d'une politique de répression sauvage que ne cesseront de développer durant quatre ans l'occupant et l'État français.

Alors que l'autorité allemande pensait faire de la fusillade de Châteaubriant un exemple, elle obtient l'effet inverse. Partout, cette exécution suscite l'indignation et la colère. Elle frappe de manière irréversible la conscience des habitants de la région et l'ensemble de la population française, jouant un rôle important dans la mobilisation des énergies pour combattre l'occupant. Son retentissement est considérable dans le pays comme à l'extérieur.

Au printemps 1942, à la demande de l'occupant, les deux camps sont fermés et les détenus transférés, les nomades à Montreuil Bellay (49), les politiques hommes à Voves près de Chartres (28) et Rouillé près de Poitiers (86), les politiques femmes étant internées à Aincourt (actuel Val d'Oise).

Beaucoup connaîtront ensuite l'horreur des camps nazis en Allemagne.

LES fusillades de Nantes et de Châteaubriant frappent de manière irréversible la conscience des habitants de la région et l'ensemble de la population française, jouant un rôle important dans la mobilisation des énergies pour combattre l'occupant.



Carte (recto-verso) de Prosper Môquet envoyée du centre pénitentiaire de Maison-Carrée (Algérie) où il est interné et adressée à son fils Guy, interné au camp de Choisel à Châteaubriant, 14 septembre 1941. © Musée de la Résistance nationale à Champigny-sur-Marne. Fonds de la famille Môquet-Saffray

de francient to plate d'en donn le coli que a toman ma plaisin de presencient to plate d'en donn le coli que a toman mi a en de man de plate de min de plate de la man de la presencient de la place d

anteautiant le 22 Octobre 41 Ma etite Manian cherie Mon fout with free adore Mou petil papa I rais mourin your demande, a soi en la heurlier plite baman, é'est I the tres comagence. Tele Seres et veux l'être autant que com qui sont passes avail moi bertes faurais voulu vivre man a que souhaite de foret mon eden c'est que ma mons serve à garlquechose. Je n'en faren le hemps d'embra year, jai entrasse mes deux heres Roger et Rino; quan my deritable je se sent to be Hoelas of espera que font they I lained to levent lendryers, elles mourious ou to be excompte sever fiere deles porter un fore, A for peter Papa, si je tail feit anni gra mapetite mamon fin, des peines, le le salue pour la dernière fois. Sache que j'on fait de mon mierex pour seuvre la voie que de mas tracée. Un dernier adieu a hour mes amis, à mon frère que l'aimeleancy Qu'il étudie qu'il étudie bien prin être plus fait un houvre It am I denice ma rie a été courte, jen ai ancin regret se a Nest de rom quitter tous je van mourra avec oute Michel Maman et que je demante, ce que je veur que for me promette c'est d'étricourageuse et de surmonter da teme It he few has en mettre darantage je rous quitte fores fortes, for mamay, Seserge, Papa en sons entrassant In four morcerer d'enfant Courage. Vote gir gir your atme I guy

Dernière lettre autographe de Guy Môquet adressée à sa famille et écrite au camp de Choisel à Châteaubriant, le jour de son exécution le 22 octobre 1941. © Musée de la Résistance nationale à Champigny-sur-Marne. Fonds de la famille Môquet-Saffray.

Le musée

Le musée est situé route de Laval, à 2 kilomètres environ du centre-ville de Châteaubriant (44), à la Sablière, Carrière des fusillés.



Bulletin réalisé par:

Éric Brossard, agrégé d'histoire, professeur relais au Musée de la Résistance nationale; Guy Krivopissko, conservateur du Musée de la Résistance nationale.

Coordination technique:

Jean-Claude BARON
Joël CORPARD
Jeanine LEMEAU

Patrice MOREL

Imprimé par Goubault Imprimeur sur du papier 100% recyclé avec des encres végétales

Expositions réalisées par la commission histoire du musée de la Résistance nationale à Champigny-sur-Marne:

Marie-Claude Angot, Xavier Aumage,
Julie Baffet, Eric Brossard, Jacqueline Brossard,
Jean-Pierre Brossard, Marie-Françoise Cénat,
Loïc Damiani, Michel Delugin, Nicole Dorra,
Guy Hervy, Céline Heytens, Guy Krivopissko,
Aurélien Poidevin, Axel Porin, Léopold
Rabinovitch et René Roy;
et par le personnel du musée de la Résistance

nationale à Champigny-sur-Marne:
Danièle Lisambard, Claude Louvigny,
Annick Nunes, Raymond Noury, Fatih Ramdani
et Charles Riondet (stagiaire).

Remerciements à: Christine Levisse-Touzé (mémorial du maréchal Leclerc de Hauteclocque et de la Libération de Paris - musée Jean Moulin) et Vladimir Trouplin (musée de l'Ordre de la Libération), Simone Gournay, Jean-Pierre Levert, Anne-Marie et Alain Saffray-Môquet et Raymond Aubrac.

Conception: Guy Krivopissko, Olivier Umecker.

Horaires d'ouverture:

Mercredi et samedi de 14 H à 17 H 30 Et sur rendez-vous pour les visites de groupes en téléphonant.

Un programme éducatif:

Pour faciliter la visite, 2 dossiers-guides sont à la disposition des visiteurs à l'accueil. L'un est à l'intention des enfants des écoles primaires, l'autre pour ceux du secondaire. Une valise de documents peut être empruntée et un dossier sur La Forge, Choisel, les camps du pays castelbriantais.

Pour tous renseignements:

Musée de la Résistance La Sablière, carrière des fusillés

44110 Châteaubriant – France Téléphone: 02 40 28 60 36

Courriel: contact.musee.resistance@orange.fr Site: www.musee-resistance-chateaubriant.fr/



Les collectivités partenaires du Musée :

la Communauté de Communes du Castelbriantais, Châteaubriant, Saint Herblain, La Chapelle Basse Mer, Nantes, Couëron, Le Croisic, Rougé, Soudan, Erbray, Saint Joachim, Issé, Fercé.

Remerciements à François Arné, conseiller musée et à la DRAC des Pays-de-la-Loire.

L'exposition « Les jeunes en résistance – Guy Môquet, une enfance fusillée » peut être mise à votre disposition. Pour touts renseignements s'adresser par courriel à communication.musee.resistance@orange.fr

